

## Réinventer les « Réinventer »



Champs-Élysées, Paris © Augustin Lazaroïu / Fotolia

On attendait beaucoup des concours « Réinventer » qui ont débuté à Paris et foisonné un peu partout en France. Las, une enquête très poussée de **City Linked**, associée à l'école urbaine de **Sciences Po**, la **FPI Île-de-France** et le programme de recherche **Puca**, constate l'échec de ces appels à projets urbains innovants. Au moins sur le plan quantitatif. Sept ans après le lancement du premier appel à projets urbains innovants (APUI) – « Réinventer Paris » en 2014 –, seuls neuf projets ont été

livrés pour un total de... 58 logements. Près d'un projet sur deux est arrêté, définitivement (28 %) ou en rediscussion (18 %). L'inauguration de Morland Mixité la semaine prochaine sera l'exception qui confirme la règle.

Qu'est-ce qui a péché pour que cette montagne de concours, lesquels ont suscité un réel enthousiasme, accouche finalement d'une souris ? Ce n'est pas faute d'imagination, à défaut de réelle innovation, ni d'ambition de la part aussi bien des élus que des candidats. Mais davantage une incompatibilité des documents administratifs, les contraintes physiques des fonciers proposés, le manque de viabilité économique ou encore des raisons politiques qui expliquent un tel plantage, pointe la FPI Île-de-France. Sur ce dernier point, le manque de courage politique va beaucoup plus loin que les simples APUI rejetés par des citoyens que l'on a oublié d'embarquer dans la concertation. Depuis quelques années, il s'étend à quasiment tout programme immobilier.

Faut-il alors persévérer dans les appels à projets urbains, innovants ou non, alors que l'urgence est quand même de relancer la machine à produire ? Produire du logement d'abord, mais produire aussi et surtout de la ville pour accueillir les 2 millions de personnes supplémentaires attendues dans les deux prochaines décennies.

Plus que des appels à projets, il faudrait lancer des appels à responsabilités. Responsabilité de l'État qui ne peut pas totalement s'affranchir de son rôle d'aménageur du territoire. Datar or not Datar. Responsabilité des élus locaux qui doivent signer les permis de construire contre vents et marées, et surtout respecter les plans locaux d'urbanisme plutôt que de vouloir grignoter un ou deux étages par immeuble. Responsabilité des citoyens qui se cachent volontiers derrière l'argument écologique pour refuser, par égoïsme, la densité urbaine, l'un des premiers leviers pour respecter notre feuille de route de décarbonation.

En attendant, on essaye de « réenchanter ». **Anne Hidalgo**, la maire de Paris, a présenté cette semaine sa vision des Champs-Élysées. Pour être très honnête, on est davantage dans le « réparer » que le « réinventer ».